



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 12 avril 2021

## SOMMAIRE

### Chine continentale

#### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Croissance** : la Chine affiche une croissance trimestrielle de +18,3% en g.a. au T1 2021, largement due à un effet de base très favorable

**Activité économique** : les indicateurs conjoncturels de la Chine reflètent une reprise au T1 2021 plus faible que prévu

**Immobilier** : poursuite de la forte hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes

**Crédits et masse monétaire** : fort ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +12,3% en mars

#### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Ouverture financière** : la SAFE a approuvé un nouveau programme pilote QDLP assorti d'un quota de 5 Mds USD à la province de Hainan

**Marché obligataire** : préoccupation des investisseurs internationaux quant à la capacité de HUARONG à honorer ses échéances en USD

#### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**Commerce extérieur** : chiffres actualisés pour la période janvier - mars 2021

**Investissements sortants** : les conglomérats chinois sont poussés à désinvestir des clubs de football européens

**Relations Chine – US** : le Sénat américain dévoile un nouveau projet de loi pour mieux concurrencer la Chine

**Relation Chine-US** : Li Keqiang met en avant la coopération lors d'une réunion virtuelle avec des dirigeants d'entreprises américaines

**Relation Chine-EU** : l'UE impose des droits de douane sur certaines importations d'aluminium chinoises

## Climat des affaires [\(ici\)](#)

**Climat des affaires** : la Chine simplifie la procédure d'enregistrement et de dissolution des sociétés

## Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Economie numérique** : sous la pression des autorités, plusieurs plateformes s'engagent à se conformer aux lois anti-monopoles

**5G** : vers une possible exclusion de Huawei des réseaux 5G en Roumanie

**Sidérurgie** : des chiffres de production en hausse malgré la volonté de diminuer les surcapacités

**Politique industrielle** : parution d'un plan quinquennal pour le smart manufacturing

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Transport aérien** : Air France KLM et China Eastern renforcent leur coopération stratégique

**Aéronautique** : COMAC décerne à Liebherr le prix de meilleur fournisseur 2020 pour l'avion régional ARJ-21

**Développement durable** : rencontres à haut niveau avant le sommet des leaders sur climat des 22 et 23 avril

**Marché carbone** : l'Agence Internationale de l'Énergie et l'Université de Tsinghua estiment dans un rapport que le marché carbone lancé cette année n'incitera pas à une sortie du charbon s'il reste dans sa forme actuelle

**Énergie** : Total et CNOOC signent un accord avec l'Ouganda et la Tanzanie pour un projet d'oléoduc à 3 Mds EUR

**Développement durable** : la Chine interdira la production, l'utilisation, l'importation et l'exportation du HBCD à compter du 26 décembre 2021

## Actualités régionales [\(ici\)](#)

**Shanghai** : Visite à Shanghai de l'envoyé spécial pour le climat des États-Unis, M. John Kerry

**Jiangsu** : Priorité à l'innovation pour le 14<sup>e</sup> plan quinquennal de Nankin

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Actualité monétaire** : les réserves en devises atteignent 491,3 Mds USD

**Bons d'achat digitaux** : le gouvernement hongkongais a choisi AlipayHK, Octopus, Tap & Go et WeChat Pay pour déployer son programme de bons d'achats de 5 000 HKD par résident

**Exportations françaises** : les exportations françaises vers Hong Kong sur les deux premiers mois de l'année en recul par rapport à 2020 (-4% en g.a)

**Marché de l'immobilier hongkongais :** des tendances contrastées entre les segments de l'immobilier résidentiel, commercial et de bureaux en ce début d'année

## Macao

**Notation de crédit de Macao :** Fitch revoit sa perspective d'évolution de la note de crédit AA de Macao, celle-ci passant de négative à stable

## Taiwan [\(ici\)](#)

**Commerce extérieur :** les exportations battent un nouveau record au T1

**Commerce bilatéral :** le déficit commercial s'accroît au cours des deux premiers mois de 2021

**Fiscalité :** le Yuan Législatif adopte un amendement pour lutter contre la spéculation immobilière

**Biotech :** nouveau succès pour le groupe pharmaceutique Medigen

**TSMC :** le fondeur taiwanais augmente son CAPEX en 2021 à 30 Mds USD

## Mongolie [\(ici\)](#)

**FMI :** révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie mongole à 5% sur l'année 2021

**Investissements étrangers :** un volume global d'IDE de 1,4 Md USD sur l'année 2021 envisagé par la Banque de Mongolie

**Dettes publiques :** remboursement final des obligations Mazaalai

**Impact de l'épidémie sur la situation économique :** le contrôle de l'épidémie et la politique de vaccination comme facteurs déterminants de la reprise économique



# Chine continentale

## Conjoncture

**Croissance : la Chine affiche une croissance trimestrielle de +18,3% en g.a. au T1 2021, largement due à un effet de base très favorable**

Le Bureau national des statistiques a publié le 16 avril 2021 les chiffres préliminaires pour la croissance du PIB au premier trimestre 2021 (T1). Au T1, le PIB a atteint 24931 Mds RMB, s'inscrit en hausse de +18,3% en g.a., en raison d'un effet de base très favorable (le PIB avait enregistré une contraction de 6,8% au T1 2020), même si la normalisation progressive du rythme de croissance se traduit par une progression de +0,6% par rapport au T4 2020 (et de +10,3% par rapport au T1 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +5,0% en moyenne sur deux ans) reflétant une reprise de l'économie plus lente que prévu.

Du côté de l'offre, au T1 2021, le secteur primaire enregistre une progression de +8,1% en g.a., soit une croissance moyenne sur deux ans de +2,3% ; le secteur secondaire augmente de +24,4% en g.a., soit une croissance moyenne sur deux ans de +6,0% ; et le secteur tertiaire enregistre une hausse de +15,6% en g.a., soit une croissance moyenne sur deux ans de +4,7%.

Pour rappel, l'objectif de croissance fixé par les autorités a été défini de manière vague, la croissance devant être supérieure à +6% pour l'année 2021.

**Activité économique : les indicateurs conjoncturels de la Chine reflètent une reprise au T1 2021 plus faible que prévu**

**La production industrielle** (en valeur ajoutée) augmente de +24,5% d'une année sur l'autre sur la période janvier-mars, en hausse de 2% par rapport au T4 2020 et de 14,0% par rapport à la même période de 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +6,8% en moyenne sur deux ans (contre +8,1% sur le bimestre janvier-février). S'agissant de la ventilation par secteur, la production de l'exploitation minière augmente de +10,1% en g.a., avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +4,0% (contre +4,8% entre janvier et février) ; la production manufacturière croît de +27,3%, avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +6,9% (contre +8,4% entre janvier et février) ; la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau de +15,9%, marque également le pas avec une croissance annuelle moyenne sur deux ans de +4,8% (contre +5,5% entre janvier et février).

**Les investissements bruts en capital fixe** augmentent de +25,6% en g.a. sur les trois premiers mois, en hausse de 2% par rapport au T4 2020 et de +6,0% par rapport à la même période de 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +2,9% en moyenne sur la période (contre +1,7% entre janvier et février sur deux ans). Dans le détail, entre janvier et mars, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +29,7%, +29,8% et +25,6% par rapport au T1 2020, et enregistrent respectivement des croissances moyennes de +2,3%, de -2,0% et de +7,6%

sur la période (contre -1,6%, -3,4% et +7,6% entre janvier et février sur deux ans). Au T1 2021, les investissements privés (+26,0% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+25,3% en g.a.).

**Les ventes au détail** augmentent de +33,9% d'une année sur l'autre entre janvier et mars, soit une croissance annuelle accélérée de +4,2% en moyenne sur deux ans (contre +3,2% entre janvier et février sur deux ans). Il convient de noter que le chiffre d'affaires des restaurants rebondit fortement de +75,8% en g.a., tout en enregistrant une contraction annuelle moyenne de -1,0% sur deux ans (contre -2,0% entre janvier et février sur deux ans). Hors secteur automobile qui enregistre une croissance de +65,6% en g.a. au T1 2021 (contre 77% sur le bimestre janvier-février), les ventes au détail augmentent de +31,2% sur janvier-mars 2021 (contre +30,4% sur janvier-février 2021).

**Le taux de chômage urbain** s'abaisse à 5,3% en mars, contre 5,5% en février. Au T1, les nouveaux emplois créés ont atteint 2,97M, l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des Lianghui au début mars étant 11M (contre 9M fixé et 11,86M atteint en 2020). Nota Bene : ce chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail (déterminant de l'évolution de la consommation des ménages), compte tenu des nombreux emplois détruits dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, variable d'ajustement du marché du travail, ainsi que le détail de certains segments, comme celui des jeunes diplômés. Pour mémoire, la Chine publie normalement des données économiques sur une base mensuelle. Mais elle combine le bimestre de janvier et février en une seule unité, en raison de la variabilité des vacances du Nouvel An chinois, une période où les affaires chutent généralement fortement.

**Le revenu disponible réel par habitant** augmente de +13,7% en g.a. à 9730 RMB au T1 2021, soit une croissance annuelle de +4,5% en moyenne sur deux ans. **La consommation réelle par habitant** s'accroît de +17,6% en g.a. à 5978 RMB au T1 2021, soit une croissance annuelle de +1,4% en moyenne sur deux ans.

### **Immobilier : poursuite de la forte hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes**

Les investissements immobiliers augmentent de +25,6% en g.a. au T1 2021 et de +15,9% par rapport à la même période en 2019, en affichant ainsi une croissance moyenne de +7,6% sur deux ans (inchangé par rapport à la croissance moyenne sur deux ans au cours des deux premiers mois 2020). Entre janvier et mars, les ventes immobilières en termes de superficie vendue et de chiffre d'affaires augmentent respectivement de +63,8% et de +88,5% par rapport au T1 2020 et de +20,7% et de +41,9% par rapport à la même période en 2019, soit des taux de croissance annuels moyens de +9,9% sur deux ans (contre +11% au cours des deux premiers mois) et +19,1% (contre +22,3% au cours des deux premiers mois).

En mars, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) continuent de croître fortement (à +11,4% en g.a. contre +10,8% en février). Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, la progression des prix des logements anciens augmentent respectivement de +3,3% et de +2,3% en mars contre +2,9% et +1,9% en février. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en hausse continue (58 sur 70 en mars contre 55 en février).

## Crédits et masse monétaire : fort ralentissement de la croissance des agrégats de financement à +12,3% en mars

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, la croissance de l'encours de financement à l'économie hors administrations publiques (« *Total social financing* », TSF) chute à +12,3% en g.a. en mars contre +13,3% en février, compte tenu de l'effet de base relativement élevé durant l'épidémie de l'année précédente et d'une politique monétaire très accommodante au S1 2020. Cette évolution s'explique par i) la croissance ralentie des obligations des entreprises (+11,7% en mars contre +15,1% à fin février), consécutive aux récentes vagues de défauts obligataires, en particulier des SOEs survenues au dernier trimestre 2020 ; les émissions obligataires se sont ainsi élevées à 353 Mds RMB contre 993 Mds RMB en mars 2020 ; ii) la croissance ralentie des obligations des administrations publiques (+18,8% en mars contre +20% en février), le gouvernement chinois n'ayant pas procédé comme à l'accoutumée à l'avance d'allocation du quota de *special purpose bonds* des collectivités avant les Lianghui cette année ; les émissions obligataires des administrations publiques se sont ainsi élevées à 313 Mds RMB contre 634 Mds RMB en mars 2020 ; iii) la croissance ralentie des billets bancaires à escompter (+14,1% en mars contre +32% en février). En revanche, la croissance de l'encours des actions des sociétés s'accélère à +13,5% en mars contre +12,8% en février.

La croissance de l'encours des crédits bancaires se ralentit également à +12,6% en g.a. à fin mars, contre +12,9% à fin février. Ce ralentissement s'explique principalement par la contraction de l'encours des billets bancaires escomptés (-479 Mds RMB). Par contre, l'encours des crédits à court terme aux ménages s'accroît fortement à 583 Mds RMB à fin mars contre -50,9 Mds RMB à fin mars 2020, de même que l'encours des crédits à moyen et long termes à ces mêmes entités (1980 Mds RMB, contre 1260 Mds RMB en mars 2020), malgré la mise en exergue des risques financiers liés à la dynamique des prêts immobiliers par les régulateurs et l'adoption de mesures visant à mieux contrôler cette dynamique. L'encours des crédits à court terme accordés aux entreprises revient à 1200 Mds RMB à fin mars 2021 contre 2300 Mds RMB à fin mars 2020, le gouvernement chinois ayant injecté des liquidités importantes pour alléger les difficultés de trésorerie des entreprises durant le Covid. En revanche, l'encours des prêts à moyen et long termes aux entreprises poursuit sa hausse à 4470 Mds RMB à fin mars 2021, contre 3040 Mds RMB à fin mars 2020. Pour rappel, la croissance de l'encours des crédits bancaires devrait progressivement se tarir au cours des prochains mois, la PBoC ayant indiqué (et requis) que la production de nouveaux crédits devait rester proche du niveau de 2020, 19600 Mds RMB de nouveaux prêts ayant été alloués par le secteur bancaire au cours de l'exercice 2020.

La croissance de l'encours des dépôts bancaires se ralentit à +9,9% en g.a. en mars contre +10,4% à fin février. Ce ralentissement s'explique principalement par la moindre augmentation de l'encours des dépôts des entreprises (+257 Mds RMB) et la réduction de l'encours des dépôts des administrations publiques (-163 Mds RMB).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 fléchit à +9,4% en mars contre +10,1% en février.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Banque et finance

### **Ouverture financière : la SAFE a approuvé un nouveau programme pilote QDLP assorti d'un quota de 5 Mds USD à la province de Hainan**

Lors d'une conférence de presse tenue le 12 avril conjointement organisée par le Ministère de la propagande du CCPC et le Bureau d'information du Conseil des affaires d'Etat sur la construction du port franc de Hainan, Mme WANG Chunying, vice-président de la SAFE, a confirmé l'ouverture d'un programme pilote QDLP (Qualified Domestic Limited Partnership) habilitant des investisseurs domestiques domiciliés dans la province à procéder à des acquisitions d'actifs financiers à l'étranger ; l'enveloppe allouée est de 5 Mds USD, dans le sillage de celle accordée il y a peu dans la province du Guangdong voisine. A terme, Hainan sera également incluse dans un programme pilote QFLP (Qualified Foreign Limited Partnership), habilitant des investisseurs étrangers à investir en actifs boursiers chinois. Toutefois, Mme WANG n'a fourni aucune précision quant au calendrier et aux critères d'éligibilité des investisseurs susceptibles d'y participer. Mme WANG a en outre répondu à des questions concernant les politiques et l'avancement en termes de libéralisation et de facilitation des flux de capitaux transfrontaliers : 1. Les entreprises sont encouragées à effectuer des opérations de règlement pour les transactions transfrontalières ou de financement à l'étranger par le biais de comptes en devises et en RMB convertibles (free trade accounts (comptes FT)). La conversion des fonds sur les comptes FT peut être réalisée sur le marché offshore. 2. Depuis septembre 2020, les entreprises dans la juridiction de la province de Hainan peuvent effectuer directement des opérations de règlement en RMB pour le commerce de biens et de services transfrontalier de manière simplifiée. En 2020, l'ampleur des règlements transfrontaliers en RMB dans la province s'est accrue de près de 50%. 3. La SAFE n'impose aucune restriction à l'investissement étranger en dehors de la liste négative.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 1er juin 2020 un « plan d'ensemble de construction du port franc de Hainan » en définissant la conception, les objectifs, les étapes et la mise en œuvre du projet. La PBoC, la CBIRC, la CSRC et la SAFE ont publié conjointement le 9 avril 2021 un « avis sur les mesures de soutien à Hainan en vue d'approfondir sa réforme et son ouverture », en donnant des précisions sur l'accroissement du degré de convertibilité du RMB, la libéralisation et facilitation du commerce et des investissements transfrontaliers, l'ouverture élargie du secteur financier vers l'étranger, le renforcement de l'innovation des produits et des services financiers, l'amélioration des services financiers, le renforcement de la régulation financière et la prévention des risques financiers.

### **Marché obligataire : préoccupation des investisseurs internationaux quant à la capacité de HUARONG à honorer ses échéances en USD**

L'annonce de report de la publication de ses résultats effectuée fin mars 2021 par l'une des quatre principales structures de défaillance nationales chinoises, Huarong Asset Management, ainsi que la suspension le 1er avril de ses actions cotées à la Bourse de Hong Kong, à la demande du groupe, ont alimenté les inquiétudes des investisseurs quant à la capacité de cette entité à honorer sa dette en devises. Huarong a justifié le report de la publication de ses résultats par le fait qu'une transaction importante était en cours de validation par les auditeurs, ce qui a probablement accru l'incertitude quant au délai nécessaire à la publication des résultats de la structure

de défaisance, créée à la fin des années quatre-vingt-dix pour absorber les créances douteuses portées par le secteur bancaire chinois et dont l'actionnaire majoritaire est le ministère des Finances chinois.

Le risque de report sine die de la publication des résultats de Huarong a conduit l'agence Standard& Poor's à émettre un avertissement sur la notation de crédit vendredi dernier, les trois principales agences de notation ayant désormais placé la note de Huarong sous perspective négative.

Il en est résulté de fortes tensions sur la dette obligataire en USD de Huarong, qui s'élève à 22 Mds USD. En particulier, le rendement d'une ligne obligataire en USD à 1 an s'est tendu à quelque 23% mardi 13 avril. Le marché craint en effet que l'entité Huarong international, qui est la principale plateforme de financement du groupe en USD, ne bénéficie plus de la garantie de la maison-mère et au-delà de celle du ministère des Finances, actionnaire majoritaire de Huarong. Pour mémoire, une autre entité, non publique mais adossée à des intérêts publics, Peking University Founder's Group, a récemment fait défaut sur sa dette en USD, pour quelque 1,6 Md USD, soit le défaut le plus important d'un groupe chinois en dollars depuis le début des années 2000.

A ce stade, le marché obligataire onshore chinois n'a que peu pâti des inquiétudes des investisseurs internationaux même si la remise en cause de la garantie implicite dont bénéficie Huarong est de nature à remettre en cause cet équilibre. Les autorités n'ont pas fait de commentaires sur ces développements ainsi que sur la suite qu'elles entendaient donner à l'éventuelle restructuration de Huarong.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Echanges et politique commerciale

### Commerce extérieur : chiffres actualisés pour la période janvier - mars 2021 (source : douanes chinoises)

- **+30,6 % à 241,1 Mds USD pour les exportations de biens en mars**, en deçà des prévisions (estimation médiane de 38,1 % des économistes sondés par Bloomberg). Cette très forte croissance s'explique par **(i)** un effet de base important, les exportations avaient chuté de 6,6 % en mars 2020 dans le contexte de la pandémie et de l'arrêt de la production ; **(ii)** une demande mondiale importante maintenue à l'égard de la Chine, notamment en matériel médical et informatique, et lié à l'arrêt de la production dans d'autres pays.

Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+53,3 % à 38,7 Mds USD), l'Union européenne (+45,9 % à 36,6 Mds USD), l'ASEAN (+14,4 % à 37,7 Mds USD), Hong Kong (+33,3 % à 27,9 Mds USD), le Japon (+7,6 % à 13,5 Mds USD) et la Corée du Sud (+20,9 % à 11,6 Mds USD).

Les exportations dans la majorité des secteurs ont augmenté, en particulier les produits électriques et mécaniques (+35,4 % à 145,7 Mds USD), dont les ordinateurs (+45,9 % à 20,3 Mds USD) et les semi-conducteurs (+33,0 % à 11,7 Mds USD) ainsi que les produits de haute technologie (+34,9 % à 75,8 Mds USD). Les exportations de produits textiles ont marqué le pas (+8,4 % à 9,6 Mds USD ; comprend les masques). Les exportations de pétrole brut ont en revanche chuté en valeur (-18,2 % à 3,3 Mds USD) du fait de la baisse du cours du baril.

- **Sur l'ensemble du premier trimestre, les exportations ont augmenté de 49,0 % (à 709,9 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 13,5 % en 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques vers les Etats-Unis (+74,7 % à 119,2 Mds USD), l'UE (+56,7 % à 110,2 Mds USD) et l'ASEAN (+37,1 % à 105,1 Mds USD). Les hausses des exportations de produits mécaniques et électriques (+53,4 % à 428,6 Mds USD) et de produits de haute technologie (+49,0 % à 212,4 Mds USD) ont été les plus importantes.
- **+38,1 % à 227,3 Mds USD pour les importations des biens en mars**. Les douanes expliquent cette hausse par l'augmentation des prix des produits de base, stimulée par l'assouplissement monétaire mené par les Etats-Unis et les autres grandes économies.

Les importations en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance de l'ASEAN (+38,4 % à 33,1 Mds USD), de l'Union européenne (+33,9 % à 27,5 Mds USD), de Taiwan (+40,6 % à 21,3 Mds USD) et des Etats-Unis (+75,1 % à 17,3 Mds USD).

Les importations de la majorité des marchandises ont bondi : produits électriques et mécaniques (+26,1 % à 96,8 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+23,3 % à 35,9 Mds USD) et les ordinateurs (+22,8 % à 5,3 Mds USD) ; produits de haute technologie (+24,4 % à 70,3 Mds USD) ; produits agricoles (+41,6 % à 17,6 Mds USD) ; minerais de fer (+112,5 % à 16,4 Mds USD).

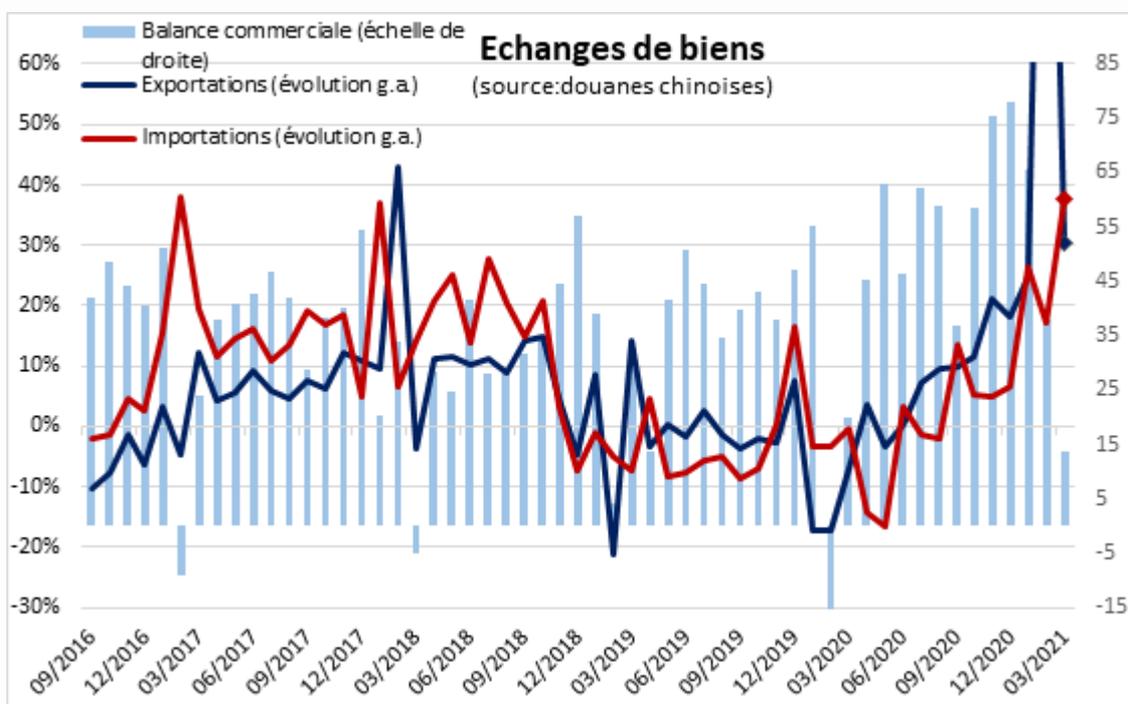
- **Sur l'ensemble du premier trimestre, les importations ont augmenté de 28,0 % (à 593,6 Mds USD)** ; elles avaient diminué de 2,3 % au T1 2020. Celles-ci ont été particulièrement dynamiques en provenance de

l'ASEAN (+33,2 % à 86,3 Mds USD), de l'UE (+33,0 % à 73,4 Mds USD), des Etats-Unis (+69,2 % à 46,5 Mds USD) et d'Australie (+20,9 % à 33,7 Mds USD). Les hausses des importations de produits électriques et mécaniques (+30,8 % à 256,6 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+29,8 % à 93,6 Mds USD), de produits de haute technologie (+30,8 % à 184,1 Mds USD) et de produits agricoles (+34,0 % à 17,6 Mds USD) ont été les plus importantes.

- **L'excédent commercial sur le mois de mars s'élève à 13,8 Mds USD** (par rapport à 20,0 Mds l'année précédente).

**Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-mars 2021 (source : douanes chinoises)**

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	1 303,6	+38,6 %
<b>Exportations chinoises</b>	709,9	+49,0 %
<b>Importations chinoises</b>	593,6	+28,0 %
<b>Balance commerciale</b>	116,3	augmentation de la balance commerciale de 103,8 Mds USD



**Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-mars 2021 (source : douanes chinoises)**

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	86,3	14,5	+33,2 %
<b>Union européenne</b>	73,4	12,4	+33,0 %
<i>dont Allemagne</i>	28,4	4,8	+28,4 %
<i>dont France</i>	9,8	1,4	+37,4 %
<b>Taiwan</b>	54,7	9,2	+41,1 %
<b>Corée du Sud</b>	47,1	7,9	+22,8 %
<b>États-Unis</b>	46,5	7,8	+69,2 %
<b>Japon</b>	47,6	8,0	+28,3 %
<b>Australie</b>	33,7	5,7	+20,9 %

**Principaux clients de la Chine sur la période janvier-mars 2021 (source : douanes chinoises)**

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>États-Unis</b>	119,2	16,8	+74,7 %
<b>Union européenne</b>	110,2	15,5	+56,7 %
<b>ASEAN</b>	105,1	14,8	+37,1 %
<b>Hong Kong</b>	73,3	10,3	+47,5 %
<b>Japon</b>	38,7	5,5	+30,6 %
<b>Corée du Sud</b>	31,7	4,5	+37,4 %

**Investissements sortants : les conglomérats chinois sont poussés à désinvestir des clubs de football européens**

Les autorités chinoises avaient en 2014 formulé l'objectif de faire de la Chine une [puissance du football d'ici 2050](#) et encouragés les groupes privés à investir à l'étranger, notamment par le biais du « *Development plan in the medium and long term (2016-2050)* ». Entre 2015 et 2017, plusieurs grands clubs européens ont ainsi été acquis par des conglomérats chinois. Près de 20 clubs étaient sous pavillon chinois, dont :

Année de prise de participation	Club de football	Investisseur chinois
2015	Athletico Madrid	Wanda
2015	Slavia Prague	CEFC
2016	Inter Milan	Suning
2016	Espanyol	Rastar Group
2016	Aston Villa	Recon Group
2016	West Bromwich Albion	Yunyi Guokai Shanghai
2016	OL (20 %)	IDG Capital
2017	AC Milan	Li Yonghong
2017	Southampton	Lander Sports

Les investissements chinois dans les clubs de foot européens ont été pénalisés à partir de 2017 par les mesures de restriction de capitaux sortants mises en place par les autorités chinoises, mettant un coup d'arrêt aux « acquisitions irrationnelles » principalement définies par les acquisitions de conglomérats chinois dans l'hôtellerie de luxe et les clubs de foot étrangers.

Wang Jianlin (Wanda) a été le premier à initier la chute des investissements chinois dans les clubs de football européens, en février 2018, le milliardaire aurait été « fortement encouragé » par les autorités de céder sa participation dans l'Athletico Madrid afin de se conformer à la politique chinoise en matière de transactions à l'étranger et pour alléger sa dette. Ye Jianming, le fondateur de CEFC China Energy, a suivi. En avril 2019, il a lui aussi été poussé à vendre la participation qu'il avait acquise dans le Slavia Prague.

Ces derniers mois, plusieurs investisseurs chinois sont en train de céder leurs parts, notamment les propriétaires de l' [Inter Milan](#) (Suning Holdings Group), [Southampton](#) (Gao Jisheng) and [West Bromwich Albion](#) (Lai Guochuan). Il y aurait d'après Simon Chadwick, professeur d'économie du sport, moins de 10 clubs de football européens aujourd'hui contrôlés par des groupes chinois.

### **Relations Chine – US : le Sénat américain dévoile un nouveau projet de loi pour mieux concurrencer la Chine**

La Commission des Affaires étrangères du Sénat américain a introduit le 8 avril un projet de loi bipartisan, le « [Strategic Competition Act of 2021](#) », poussant le gouvernement américain à adopter une politique de "concurrence stratégique" avec la Chine pour "protéger et promouvoir les intérêts et valeurs vitaux des Etats-Unis". Le vote est prévu pour le 21 avril.

Le projet de loi vise à concurrencer la Belt and Road Initiative (BRI) en créant le " *Infrastructure Transaction Assistance Network*", qui contribuerait au développement d'infrastructures dans la région Asie-Pacifique.

Le projet officialise également la priorité accordée par les Etats-Unis à la négociation d'accords commerciaux numériques et à la création d'un " *Digital Connectivity and Cybersecurity Partnership*" avec les principaux alliés. Le « [Strategic Competition Act of 2021](#) » comprend des provisions pour aider les entreprises américaines à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement mondiale, à acquérir des infrastructures telles que les réseaux mobiles 5G et les câbles sous-marins et à renforcer les capacités de cybersécurité. Le projet contient également des dispositions visant à protéger la propriété intellectuelle, à faire respecter les contrôles à l'exportation et à surveiller les entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis. Il élargirait également la compétence du Comité sur les investissements étrangers aux Etats-Unis (CFIUS) pour inclure les universités américaines recevant plus d'1 MUSD de dons d'une personne ou d'une entité étrangère. Le texte du projet de loi cite le témoignage du directeur du FBI, Christopher Wray, selon lequel la Chine utilise la recherche universitaire aux Etats-Unis pour enfreindre la législation sur la propriété intellectuelle. Les Etats-Unis introduiraient également une liste des " *Intellectual Property Violators*" composée d'entreprises d'Etat chinoises qui ont bénéficié de propriété intellectuelle volée aux Etats-Unis.

## **Relation Chine-US : Li Keqiang met en avant la coopération lors d'une réunion virtuelle avec des dirigeants d'entreprises américaines**

Le 13 avril, [une réunion virtuelle](#) a eu lieu entre le Premier ministre Li Keqiang, l'ancien secrétaire du Trésor américain Hank Paulson, le représentant de l'US-China Business Council, et les dirigeants d'une vingtaine d'entreprises américaines.

Li Keqiang a souligné l'importance de la coopération économique sino-américaine pour maintenir la stabilité des chaînes industrielles et des fournisseurs et a critiqué le concept du découplage. Le Premier ministre chinois a également affirmé l'engagement de la Chine pour l'ouverture commerciale et financière.

[Selon le président de l'USCBC Craig Allen](#), la partie américaine a réitéré son attente concernant la mise en œuvre par la Chine de l'accord de Phase I.

## **Xinjiang : le principal producteur japonais de ketchup a cessé d'importer des tomates en provenance du Xinjiang**

Le plus grand fabricant de ketchup du Japon, Kagome, [a arrêté](#) ses importations de tomates du Xinjiang, en partie pour des considérations de respect des droits humains. L'entreprise avait déjà suspendu ses importations de pâte de tomate en 2020. Il s'agit de la première grande entreprise japonaise à arrêter les achats en provenance de cette région ; il s'agit également du premier cas de boycott de tomates en provenance du Xinjiang.

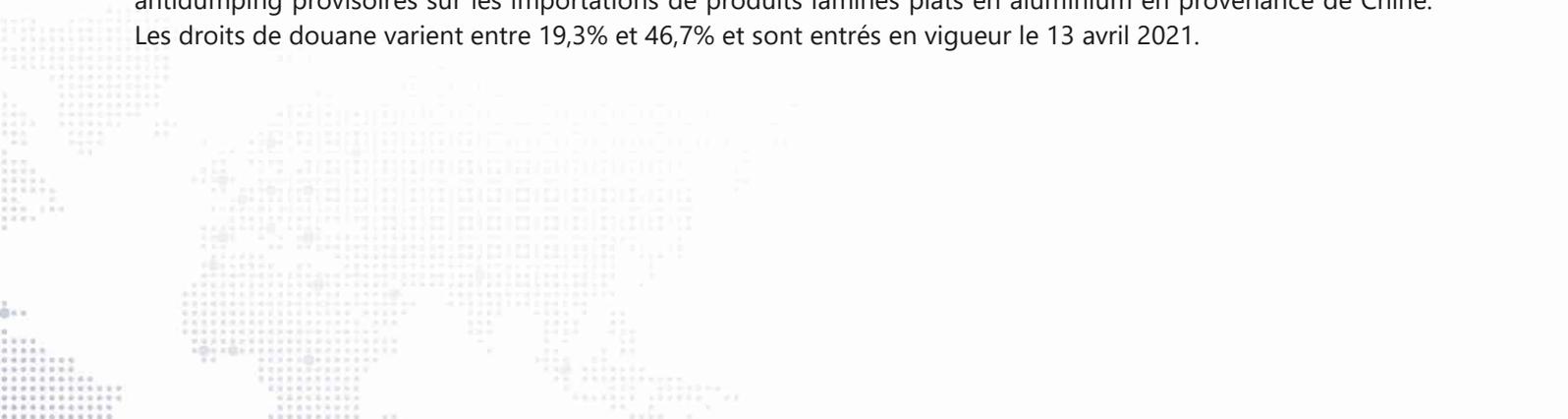
La Chine, en particulier le Xinjiang, est l'un des plus importants producteurs de tomates au monde : 35 % de la production mondiale en 2019 (62,7 M tonnes).

L'impact sur les opérations de Kagome semble cependant minime. Les tomates du Xinjiang représentent actuellement moins de 1 % des tomates utilisées par le groupe.

Pour rappel, le Conseil de l'UE a adopté le 22 mars des sanctions en réponse à la situation au Xinjiang ([voir les brèves de la semaine du 22 mars 2021](#)), sur le fondement du régime de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme. La Chine a immédiatement répliqué en publiant une liste de 14 personnes/entités européennes visées par diverses mesures restrictives (interdiction de visa personnel et familial pour accéder au territoire de Chine continentale, HK et Macao ; gel des avoirs ; interdiction de relations commerciales avec la Chine).

## **Relations Chine-EU : l'UE impose des droits de douane sur certaines importations d'aluminium chinoises**

Selon [le journal officiel de l'UE du 12 avril](#), la Commission européenne a mis en place des droits de douane antidumping provisoires sur les importations de produits laminés plats en aluminium en provenance de Chine. Les droits de douane varient entre 19,3% et 46,7% et sont entrés en vigueur le 13 avril 2021.



Cette décision résulte d'une enquête antidumping lancée par la Commission européenne en août 2020, à la suite d'une plainte déposée par l'association industrielle *European Aluminium*, qui avait fait valoir que les importations chinoises d'aluminium à bas prix risquaient de mettre les producteurs d'aluminium européens en faillite. En 2019, l'UE a importé 345 720 tonnes du produit concerné en provenance de la Chine, soit 13 % des importations mondiales.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## Climat des affaires

### **Climat des affaires : la Chine simplifie la procédure d'enregistrement et de dissolution des sociétés**

Le 14 avril, le gouvernement chinois a approuvé, lors de la conférence régulière du Conseil des Affaires de l'Etat, [le projet de réglementation pour la gestion de l'enregistrement des entités de marché en Chine](#). Cette réglementation s'applique aux « entités de marché », à savoir les entreprises, les commerçants indépendants et les coopératives agricoles.

Le projet de réglementation a notamment simplifié la procédure d'enregistrement et de dissolution : le délai pour le traitement des demandes d'enregistrement est fixé à trois jours ouvrés ; la procédure de dissolution sera également plus rapide pour les entités ayant réglé leurs passifs. Les entités peuvent également demander auprès des autorités une suspension de leurs activités pour une période de trois ans au maximum pour cause de « désastre naturel, accident, ou urgences liée à la santé publique ».

Le projet de réglementation prévoit des pénalités pour la falsification des documents et autres comportements frauduleux, dont une interdiction de nouvelle demande d'enregistrement pendant trois ans.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Industrie et numérique

### Economie numérique : sous la pression des autorités, plusieurs plateformes s'engagent à se conformer aux lois anti-monopoles

Plusieurs plateformes de l'économie numérique, dont JD.com, Meituan et ByteDance (TikTok), se sont [engagées à respecter les lois anti-monopoles](#), notamment l'interdiction de pratiques d'exclusivité forcée. JD.com s'est en outre engagé à ne pas abuser d'une position dominante ou à conclure des accords de monopole. Meituan a pris des engagements similaires, ajoutant que l'entreprise rapporterait des comportements illégaux si elle en était témoin ; tandis que ByteDance s'est engagé à ne pas rassembler ni utiliser de manière abusive les données des utilisateurs. Enfin, Pinduoduo s'est engagé sur davantage de responsabilités sociales.

En tout, 12 plateformes internet ont publié ce type de déclaration le 13 avril. La veille, lors d'[une réunion](#) co-organisée par l'autorité de régulation du marché (SAMR), l'administration du cyberspace et l'autorité fiscale, 34 plateformes<sup>1</sup> ont été notifiées qu'elles devaient « [améliorer le sens de leurs responsabilités et prioriser les intérêts nationaux](#) ». Celles-ci [disposent d'un mois](#) pour s'autocorriger et s'autoréguler, en menant des « auto-inspections complètes » de leurs opérations pour ainsi « rectifier complètement » chaque problème. Parmi les pratiques que les régulateurs souhaitent voir disparaître, figurent les cloisonnements existant entre différentes plateformes (impossibilité de payer un article sur Taobao, l'application e-commerce d'Alibaba, avec WeChat de Tencent par exemple), l'abus de position dominante, l'acquisition de petits entrants dans le marché afin d'éliminer la concurrence, l'utilisation de *big data* pour discriminer les utilisateurs (en proposant des prix différents par exemple), les infractions fiscales, l'inaction face aux contrefaçons, les fuites d'information. La SAMR a particulièrement [insisté sur la pratique d'exclusivité forcée](#) (二选一, qui consiste à forcer les marchands à choisir la plateforme sur laquelle ils souhaitent commercialiser leurs produits) sous peine d'amendes élevées. Les trois régulateurs ont en outre insisté sur le cas d'Alibaba, soulignant vouloir utiliser ce dernier comme avertissement (« 充分发挥阿里警示作用 »).

En effet, ces déclarations publiques interviennent au lendemain de l'amende reçue par Alibaba pour pratique monopolistique (exclusivité forcée en l'occurrence). Cette amende s'élève à 4% du CA de 2019 soit 2,8 Mds USD – un montant inférieur au maximum dont aurait pu théoriquement écoper l'entreprise de Hangzhou (10% de son CA de 2019 soit 51 Mds CNY).

Ces engagements et cette réunion s'inscrivent dans une volonté, initiée depuis plusieurs mois, de reprise en main des plateformes de l'économie numérique, à la fois pour protéger les intérêts des utilisateurs et pour asseoir le contrôle économique et politique sur les géants du numérique. Ainsi si la [version définitive des directives anti-monopoles](#), publiée le 7 février 2021 par le comité anti-monopole du Conseil des Affaires d'Etat, constitue le premier outil de réglementation de monopoles consacré aux plateformes internet, plusieurs sanctions et orientations ont depuis confirmé l'importance accordée à ce sujet. Un [plan](#) de la NDRC (mars 2021) signale sa volonté d'accompagner un « développement sain de l'économie de plateforme », que Xi Jinping avait appelé,

---

<sup>1</sup> Ces 34 plateformes sont : iQIYI, Baidu, Beike/Ke, Didi, Dangdang, Dmall, JD.com, Kuaishou, Meituan, MissFresh, Qihoo 360, Qunar, Sogou, Weidian, 58.com, Sina Weibo, Bytedance, Bilibili, Dingdong Fresh, Eleme, Gome, Hema Fresh, Pinduoduo, Ctrip, Xiaohongshu, Yueshen/China Literature, Suning, Alibaba, Beibei.com, Mogu, NetEase Yanxuan, Yunji, Vipshop, and Tencent.

lors d'[une réunion](#) de la Commission Centrale pour les Affaires économiques et financières, à soutenir en mentionnant explicitement la réforme de la régulation des plateformes. Mi-mars, [cinq plateformes du e-commerce](#) (Meituan, Chengxin Youxuan (détenu par Didi Chuxing), Duoduo Maicai (par Pinduoduo), Nicetuan et Shixianghui) ont été sanctionnées pour pratiques abusives (offre de denrées périssables à des prix inférieurs à ceux du marché notamment).

*Lire les engagements pris par les plateformes (en chinois) [ici](#) et [ici](#).*

### **5G : Vers une possible exclusion de Huawei des réseaux 5G en Roumanie**

Le 15 avril, le gouvernement roumain a [approuvé un projet de loi](#) visant à exclure certains équipementiers « en cas de risques, de menaces ou de vulnérabilités envers la sécurité nationale ». Selon ce projet de loi, qui doit encore obtenir l'aval du Parlement, les entreprises devront demander l'avis du Conseil suprême de défense avant de s'approvisionner en équipements 5G.

Le contrôle de l'équipementier par un gouvernement étranger, la transparence de sa structure de propriété et des pratiques commerciales transparentes figurent notamment parmi les critères d'évaluation prévus par le projet de loi.

En août 2019, la Roumanie et les Etats-Unis avaient signé une déclaration conjointe indiquant qu'une évaluation complète et prudente des équipementiers 5G était nécessaire par souci de sécurité.

Jusqu'à présent, la Suède et le Royaume-Uni ont banni Huawei de leurs équipementiers pour le déploiement de la 5G. A noter par ailleurs qu'en Roumanie, l'opérateur Orange a déjà commencé à [déployer la 5G](#) en s'appuyant sur les équipements de Huawei.

### **Sidérurgie : des chiffres de production en hausse malgré la volonté de diminuer les surcapacités**

En janvier et février, la production d'acier a augmenté de [12,9% en g.a.](#) avec 175 M de tonnes produites selon la China Iron and Steel Association (CISA). En 2020, la production d'acier a continué d'augmenter (+5,2% en g.a.), atteignant 1,1 Md de tonnes bien que cette augmentation demeure moins importante qu'en 2019 (+7,9%). En 2020, la Chine a [représenté](#) 56.5% de la production mondiale selon la World Steel Association.

Cette hausse de la production souligne la [difficulté des autorités à freiner la production](#) d'industries responsables d'émission dans le cadre de l'objectif annoncé de neutralité carbone à l'horizon 2060 ; difficulté tenant notamment à l'arbitrage délicat entre le respect d'engagements climatiques et la reprise économique post-Covid-19. L'industrie de l'acier est en effet le deuxième émetteur national (15% des émissions) et le premier parmi les secteurs manufacturiers.

En avril, la municipalité de Tangshan (province du Hebei, et qui accueille près de 14% de la production nationale d'acier) a adopté des mesures requérant des entreprises soit de rénover soit de cesser d'utiliser les hauts-

fourneaux les plus polluants, leur donnant jusqu'à juin pour réduire leurs émissions carbone sous peine d'amendes. 48 entreprises locales ont déjà écopé d'une amende de 293 M USD. Mi-mars, la municipalité de Tangshan avait déjà demandé à la plupart des usines de réduire leur production de 30% jusqu'à la fin de l'année, et à sept aciéristes d'opérer à la moitié de leurs capacités de productions. Le site de Tangshan a dû suspendre ses activités et opère désormais à 58% de ses capacités. En moyenne, les 247 sites de production chinois tournent à 87% de leur capacité.

### **Politique industrielle : parution d'un plan quinquennal pour le *smart manufacturing***

Le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a publié un [plan quinquennal pour la fabrication intelligente](#), soumis à commentaires jusqu'au 13 mai. Rappelant d'abord les avancées récentes en termes de fabrication intelligente (43 fournisseurs de solutions systèmes ayant désormais un revenu de plus d'1 Md CNY, publication de 285 normes nationales, efficacité de projets pilotes), le plan mentionne également rapidement les efforts de pays tiers en la matière, citant les stratégies des Etats-Unis, de l'Allemagne ou encore du Japon, et leur prise en compte de la fabrication intelligente dans la modernisation de leur industrie. Pour autant, concernant les technologies de production avancées, la Chine accuse encore un certain retard par rapport aux pays les plus avancés, notamment l'Allemagne dont les leaders internationaux dans l'industrie 4.0 demeurent des références mondiales.

Le plan propose plusieurs objectifs à atteindre d'ici 2025 :

- Plus de 50% des entreprises manufacturières dont le CA annuel est compris entre 5 M et 20 M CNY ([规模以上](#)) devront atteindre un certain niveau de maturité dans la fabrication intelligente (niveau 2) ; et plus de 20% des entreprises et régions clés devront atteindre le niveau 3 ;
- Le nombre de fournisseurs de solutions systèmes (logiciel et *hardware*) dont le CA est supérieur à 5 Mds CNY devra être porté à 10 ;
- Des plateformes de services publics et de soutien à l'innovation dans le domaine de la fabrication intelligente devront être construites ;
- Plus de 200 normes nationales industrielles relatives à la fabrication intelligente devront être élaborées.

Les principes clefs à suivre, outre la continuité avec le 14<sup>e</sup> plan quinquennal publié en mars dernier, sont le soutien à l'orientation de marché ([市场主导](#) ; dans l'allocation des ressources) qui pourrait préfigurer d'une diminution progressive des subventions pour l'acquisition de ces technologies, qui ont été massives dans la lignée des orientations de Made in China 2025. Ce nouveau plan met ainsi davantage l'accent sur le soutien via le renforcement des coopérations entre entreprises et universités, et en construisant des réseaux et sites pilotes d'usines de démonstration de fabrication intelligente. Le plan insiste également sur la numérisation de l'industrie manufacturière et sur la coopération interrégionale, en mettant en avant les avantages comparatifs de chaque région.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



## Développement durable, énergie et transports

### Transport aérien : Air France KLM et China Eastern renforcent leur coopération stratégique

China Eastern a confirmé cette semaine son intention de participer à l'opération d'augmentation de capital du groupe Air France KLM, portant sur un montant global d'environ 988 M EUR, susceptible d'être porté à un montant maximum de 1 136 M EUR en cas d'exercice intégral des clauses d'extension. Selon [le communiqué](#) d'Air France KLM, China Eastern s'est engagée à souscrire à hauteur de 127,1 M EUR d'actions nouvelles à titre irréductible (correspondant à la part déjà détenue par China Eastern dans le capital du groupe), montant qui pourrait être portée à 167,7 M EUR à l'issue de l'opération d'augmentation de capital. China Eastern, qui détient aujourd'hui 8,8% du capital, conservera à terme une fraction du capital inférieure à 10%. De son côté, l'Etat français (14,3% des parts avant l'opération) s'est engagé à souscrire à hauteur d'un maximum de 65,9% de l'augmentation de capital, pour un montant maximal de 650,8 M EUR, qui maintiendra sa participation au sein d'Air France KLM à moins de 30%. Pour mémoire, l'Etat néerlandais (14,0% du capital jusqu'alors) et la compagnie américaine Delta Airlines (8,8% du capital) ont informé de leur intention de ne pas participer à l'opération d'augmentation de capital d'Air France KLM, et connaîtront subséquemment une dilution de leur part dans le groupe (voir Brèves du SER, *semaine du 5 avril*).

Dans ce contexte, Air France KLM et China Eastern ont [annoncé](#) parallèlement une extension du périmètre de leur partenariat commercial, au travers d'une intégration des routes Paris-Pékin et Amsterdam-Pékin à l'actuelle coentreprise entre Air France-KLM et China Eastern Airlines, renforçant à moyen terme leur présence sur ce marché de services aériens par des accords de partage de codes. Pour rappel, les premières coopérations commerciales entre Air France et China Eastern remontent à 2000, sur l'axe Paris-Shanghai. Le premier accord de coentreprise a été signé en 2012, étendu à KLM en 2016. Au surplus, le périmètre de la coopération entre Air France KLM et China Eastern sera étendu à des activités non commerciales, notamment dans les secteurs des services au sol, du catering ou de la maintenance. Toutefois, comme le communiqué conjoint l'indique, l'extension annoncée de la coopération commerciale entre les deux groupes ne pourra se concrétiser que « *lorsque les conditions seront réunies* ».

En effet pour l'heure, la Chine maintient sa politique unilatérale de restriction des vols internationaux, mise en place en mars 2020, en poursuivant l'application des dispositions controversées de « *circuit breaker* » qui sanctionnent les compagnies aériennes par la suspension de liaisons aériennes régulières ou par des limitations des taux de remplissage sur des durées variables, en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 à leur arrivée sur le sol chinois (Voir Brèves du SER, [semaine du 22 février](#)). Ainsi, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a annoncé cette semaine [la suspension](#) pour Air France de sa liaison hebdomadaire Paris-Pékin via Tianjin pour une durée de deux semaines, à compter du 19 avril, au motif de la détection de 5 passagers positifs au COVID-19 sur le vol entrant du 2 avril dernier. En application des principes de réciprocité de l'accord aérien bilatéral, la Direction générale de l'Aviation civile (DGAC) a décidé de suspendre en retour deux vols d'Air China sur le même axe (annulation des vols Air China CA934 des 21 et 28 avril prochains). Les opérations d'Air France sont également affectées sur ses liaisons Paris-Shanghai, dans la mesure où s'appliquent dans ce cas des dispositions locales spécifiques sur les « importations » de passagers malades du COVID-19 : deux vols devront être limités à 50% de leur taux de remplissage (26 avril et 2 mai). Par réciprocité, China Eastern sera soumis aux mêmes contraintes par la DGAC, pour ses vols des 9 et 16 mai prochains, sur le

même axe. Pour mémoire, avec un maximum de 6 liaisons régulières hebdomadaires pour les deux pavillons, autorisées par les autorités chinoises entre la France et la Chine dans le cadre de la saison aéronautique d'été 2021, l'offre de service aériens n'est aujourd'hui précisément que de 6% de celle enregistrée lors de la même période en 2019.

### **Aéronautique : COMAC décerne à Liebherr le prix de meilleur fournisseur 2020 pour l'avion régional ARJ-21**

Lors d'une conférence de COMAC avec ses fournisseurs le 13 avril à Nanchang, Liebherr a reçu de l'avionneur chinois la distinction de [meilleur fournisseur 2020](#), récompensant la performance de Liebherr-Aerospace Toulouse SAS pour la livraison du système de gestion intégrée de l'air pressurisé de l'ARJ-21. Pour cet appareil, l'entreprise franco-allemande fournit également les trains d'atterrissage, au travers de la coentreprise LAMC, entre AVIC Landing Gear Advanced Manufacturing Corp. et la société allemande Liebherr-Aerospace Lindenberg GmbH, fondée en 2012 et basée à Changsha. Liebherr, qui est également fournisseur de ces équipements pour le programme de monocouloir C919 de COMAC (dont la certification de type est attendue cette année) dispose aussi à Shanghai depuis 2016 d'un [atelier de maintenance, réparation et révision](#) (en anglais MRO), pour les vannes et systèmes d'air, desservant notamment les clients d'appareils Airbus, Boeing et Bombardier.

Pour rappel, l'ARJ-21 est un avion civil régional d'une capacité de 78 à 90 places, dont le design est dérivé du MD-80 de McDonnell Douglas. Le programme de COMAC a accumulé un retard certain, dans la mesure où les premières livraisons, initialement envisagée dès 2007, n'ont pas été effectives avant 2016. A ce jour, l'ARJ21 n'a pas été certifié par l'agence européenne de sécurité de l'aviation (EASA), ni par la FAA américaine, mais uniquement par l'administration de l'aviation civile (CAAC) en 2014. Plusieurs équipementiers européens participent à ce programme aéronautique chinois, dont Safran qui fournit le système de contrôle du poste de pilotage, les tableaux de bord et certains systèmes électriques. Les cadences de production augmentent cependant depuis cinq ans, COMAC annonçant à date la livraison de [48 appareils](#), la majorité ayant été livrés à une compagnie aérienne filiale Sichuan Airlines, Chengdu Airlines (24 appareils en service). Si 23 ARJ-21 sont sortis des chaînes d'assemblage de Shanghai en 2020, COMAC s'est fixé l'objectif de livrer [100 appareils cette année](#).

### **Développement durable : rencontres à haut niveau avant le sommet des leaders sur climat des 22 et 23 avril**

Le représentant spécial pour le climat des Etats-Unis, M. John KERRY, effectue un déplacement en Chine du 14 au 17 avril. Il devrait rencontrer son homologue, l'envoyé spécial pour le climat M. XIE Zhenhua, cependant les détails de son programme n'ont pas été rendus publics. Il s'agit de la première fois qu'un officiel états-unien de ce rang protocolaire se rend en Chine depuis le début de l'administration Biden.

Le 16 avril, le Président de la République a tenu une visioconférence avec Mme Angela MERKEL, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne et M. XI Jinping, Président de la République populaire de Chine. Le climat était l'un des sujets à l'ordre du jour de ce contact.

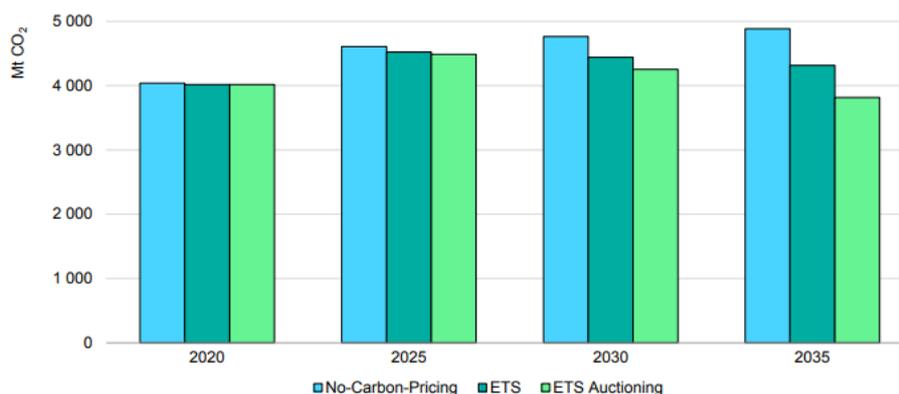
Ces deux rencontres de haut niveau ont lieu alors que Xi Jinping est invité à un sommet de haut niveau sur le climat, organisé par les Etats-Unis les 22 et 23 avril. Le président chinois n'a pas encore officiellement annoncé sa participation à ce sommet.

### Marché carbone : l'Agence Internationale de l'Energie et l'Université de Tsinghua estiment dans un rapport que le marché carbone lancé cette année n'incitera pas à une sortie du charbon s'il reste dans sa forme actuelle

Dans son [nouveau rapport](#), élaboré conjointement avec l'Institut de l'Energie, de l'Environnement et de l'Economie de l'Université de Tsinghua, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) évalue le rôle du marché national du carbone dans la décarbonation du secteur électrique en Chine. Pour rappel, le règlement du marché ETS (Emission Trading System) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021 et ne concerne dans sa phase initiale que le secteur de la production d'électricité. Les premiers échanges effectifs de quotas de droits d'émission sur la plateforme nationale devraient avoir lieu d'ici juin.

L'étude compare deux scénarios à l'horizon 2035 à une situation de référence sans mise en place d'ETS ni de mesures de contrôle des émissions de CO<sub>2</sub> : (i) un scénario principal (« ETS ») fondé sur l'architecture actuelle du marché carbone, avec une allocation gratuite de quotas en fonction de coefficients de benchmark dépendant de la production électrique des centrales (t CO<sub>2</sub>/MWh), avec l'hypothèse que ces coefficients seront progressivement abaissés avec le temps ; (ii) un scénario plus ambitieux (« ETS auctioning ») où une part des quotas sont rendus payants via des enchères à partir de 2025 (de 10 % en 2025 à 50 % en 2035).

Figure 1 CO<sub>2</sub> emissions from electricity generation by scenario, 2020-2035



IEA. All rights reserved.

Note: Mt CO<sub>2</sub> = million tonnes of carbon dioxide.

En supposant un renforcement progressif des coefficients de benchmark pour les centrales électriques (gaz et charbon), le rapport montre que le pic des émissions de CO<sub>2</sub> du secteur électrique pourrait être largement atteint avant 2030, et ainsi soutenir l'objectif national de pic des émissions globales. Sous cette trajectoire, les émissions

en 2035 seraient 12% inférieures à la situation de référence sans ETS. En outre, le prix du carbone passerait de 100 CNY/t CO<sub>2</sub> (15 USD/t CO<sub>2</sub>) en 2020 à 360 CNY/t CO<sub>2</sub> (52 USD/t CO<sub>2</sub>) en 2035.

D'après l'étude, les réductions d'émissions proviendront principalement de l'amélioration de l'efficacité énergétique des centrales à charbon et d'un déploiement de technologies de capture et de stockage du carbone (CCUS) dans le secteur de la production d'électricité, technologies qui pourraient équiper jusqu'à 8% de la flotte d'ici 2035. Dans son schéma actuel, le marché ETS chinois repose en effet sur des *benchmark* d'efficacité pour les centrales (les plus performantes bénéficiant d'un excès de quotas qu'elles peuvent vendre à celles dépassant le *benchmark*) et sur une attribution gratuite des quotas d'émissions, peu à même d'encourager une réelle sortie du charbon. Les centrales supercritiques représenteront ainsi 66 % de la flotte de centrales au charbon en 2025 et jusqu'à 94 % en 2035 sous le scénario ETS, les unités les moins efficaces ayant été mises hors service ou servant de capacité de pointe uniquement. L'amélioration de l'efficacité énergétique des centrales engendrerait ainsi une baisse de l'intensité carbone de la production électrique au charbon de 11 % par rapport à 2020, atteignant 764 gCO<sub>2</sub>/kWh, et jusqu'à 710 gCO<sub>2</sub>/kWh avec déploiement de CCUS.

Le scénario avec introduction de quotas payants aux enchères donne de meilleurs résultats en termes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, avec 500 Mt de CO<sub>2</sub> supplémentaires économisés par an en 2035. En outre, il permettrait une meilleure diversification de la production électrique par rapport au scénario avec quotas gratuits, avec un doublement de l'électricité issue du gaz en 2035 et une hausse de la production solaire (+40%) et éolienne (+10%).

Le rapport fournit enfin cinq recommandations pour améliorer l'efficacité du nouvel ETS chinois : (i) renforcer et fusionner progressivement les différents coefficients de benchmark ; (ii) coordonner la réforme du marché de l'électricité avec le développement du marché carbone ; (iii) introduire des quotas payants aux enchères ; (iv) évoluer vers un ETS avec un *cap* absolu d'émissions (comme c'est le cas pour l'ETS européen) ; (v) renforcer la coordination de l'ETS avec d'autres instruments de réduction des émissions qui touchent au déploiement des énergies renouvelables (comme l'échange de crédits certifiés de réduction d'émission), à l'efficacité énergétique et à l'innovation technologique (comme des politiques de soutien au CCUS).

### **Energie : Total et CNOOC signent un accord avec l'Ouganda et la Tanzanie pour un projet d'oléoduc à 3 Mds EUR**

Le géant pétrolier français Total a annoncé en début de semaine la conclusion d'un [accord](#) avec le chinois *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC), la Tanzanie et l'Ouganda pour la construction d'un oléoduc qui transportera le pétrole ougandais du lac Albert vers le port tanzanien de Tanga. Le coût de ce projet, intitulé *East African Crude Oil Pipeline* (EACOP), s'élève à 3,5 Mds USD (3 Mds EUR) et les premières exportations de pétrole sont prévues pour 2025.

Les réserves de pétrole brut du lac Albert sont estimées à 6,5 Mds de barils – dont 1,4 Mds actuellement accessibles – avec un pic de production qui pourra atteindre 230 000 barils par jour. Découvertes dès 2006, ces réserves avaient suscité l'espoir des autorités ougandaises, mais peu de projets avaient finalement vu le jour à cause de blocages commerciaux et fiscaux.

Ce projet rencontre une opposition vive de la part de la société civile locale et internationale, 263 organisations ayant adressé un [courrier](#) à 25 grandes banques privées le 1<sup>er</sup> mars, les appelant à ne pas financer « le plus grand oléoduc de pétrole brut chauffé du monde » et rappelant que « les risques de ce projet pour les populations et la nature des pays concernés, ainsi que pour le climat mondial, ont été largement documentés ».

### **Développement durable : la Chine interdira la production, l'utilisation, l'importation et l'exportation du HBCD à compter du 26 décembre 2021**

Le département de la Gestion des Déchets solides et des Produits chimiques du ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) et le FECO (en anglais : *Foreign Environmental Cooperation Center*) du MEE ont organisé le 9 avril dernier une conférence de presse sur la mise en œuvre de l'amendement HBCD (hexabromocyclododécane) de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (en anglais POPS). Lors de la COP6 de la convention de Stockholm en 2013, le HBCD, une substance nocive pour l'environnement et la santé humaine, a été ajouté à l'annexe A qui recense les substances à éliminer. En juillet 2016, la Chine a pris un amendement visant à interdire complètement la production, l'utilisation, l'importation et l'exportation du HBCD à compter du 26 décembre 2021. Un responsable du FECO a indiqué que le MEE et l'Administration d'Etat pour la régulation des marchés lanceraient à partir de 2022 des inspections régulières pour s'assurer que les entreprises concernées appliquent bien l'amendement HBCD.

Le HBCD est souvent utilisé comme ignifugeant dans les isolants thermiques (polystyrène expansé ou extrudé) dans le secteur du bâtiment. Selon la *China Plastic Processing Industry Association*, la Chine est le plus grand producteur des polystyrènes expansés et extrudés (1,9 Mts par an) et utilise annuellement 18 000 tonnes de HBCD. Sous la pression de l'interdiction complète de la production et l'utilisation du HBCD, trouver des alternatives et des solutions de traitement des déchets contenant du HBCD deviennent les deux enjeux majeurs pour la Chine dans ce domaine.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## Actualités régionales

### **Shanghai : visite à Shanghai de l'envoyé spécial pour le climat des Etats-Unis, M. John Kerry**

M. John Kerry, émissaire américain pour le climat, était en visite à Shanghai du 14 au 17 avril. Il s'est entretenu avec son homologue chinois, M. Xie Zhenhua, représentant de la Chine pour l'accord de Paris, et a participé le 16 avril à un sommet virtuel sur le climat avec Paris et Berlin, dans lequel le Président Xi est intervenu à l'invitation d'Emmanuel Macron. La visite de John Kerry avait pour principale mission de préparer le sommet virtuel mondial sur le climat organisé à l'initiative de Joe Biden, les 22 et 23 avril prochains. Le Président Xi n'a pas encore confirmé sa participation.

Source : [Huanqiu Shibao](#)

### **Jiangsu : priorité à l'innovation pour le 14<sup>e</sup> plan quinquennal de Nankin**

La municipalité de Nankin, capitale du Jiangsu, a récemment publié son 14<sup>e</sup> plan quinquennal. Avec un PIB de 1 482 Mds CNY en 2020 (soit environ 190 Mds EUR) et une population d'environ 8,5 millions de personnes, Nankin a contribué à 14,4 % du PIB du Jiangsu en 2020. Alors que Nankin était déjà classée 7<sup>ème</sup> ville nationale en termes de capacité d'innovation en 2019, le 14<sup>e</sup> plan quinquennal se focalise sur le renforcement de l'innovation technologique et de la R&D. Nankin cherche à hisser ses zones d'innovation au même rang que celles de Pékin (Huairou), Shanghai (Zhangjiang), Hefei et Shenzhen, qui ont été approuvées comme centres scientifiques d'innovation nationaux.

Source : [The Paper](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*



# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Actualité monétaire : les réserves en devises à fin mars atteignent 491,3 Mds USD**

HKMA, l'autorité monétaire hongkongaise, fait état de réserves en devises de 491,3 Mds USD à la fin mars 2021, en baisse de 0,89% par rapport à février (495,7 Mds USD) mais en hausse de 12,29% en glissement annuel. Ces réserves représentent environ 7 fois la base monétaire (M0) et 46% de la masse monétaire M3.

### **Distribution de bons d'achat: le gouvernement hongkongais annonce avoir choisi AlipayHK, Octopus, Tap & Go et WeChat Pay pour déployer son programme**

Le Secrétaire aux finances Paul Chan avait annoncé lors de la présentation du budget 2021-2022 la mise en place d'un plan de soutien à la consommation locale à travers la distribution de bons d'achat d'une valeur de 5 000 HKD (643,9 USD) aux résidents hongkongais. 7,2 millions de personnes en bénéficieront, pour un budget total de 36 Mds HKD (4,64 Mds USD). Lors de l'exercice fiscal précédent, 10 000 HKD (1287 USD) avaient été versés à chaque résident permanent, par le biais d'un versement direct d'argent.

Cette année, le gouvernement hongkongais a fait le choix de distribuer les fonds via des bons d'achats électroniques afin de soutenir les commerces locaux et développer l'adoption de solutions de paiement dématérialisées par les hongkongais. L'économie locale se caractérise en effet par un usage encore largement dominant du liquide pour les paiements du quotidien ; un rapport de Wirecard de 2019 estimait à 86% la proportion des consommateurs hongkongais utilisant de l'argent liquide pour leurs transactions quotidiennes. L'utilisation des fonds versés par le gouvernement hongkongais passera par les systèmes de paiement dématérialisés proposées par AlipayHK, Octopus, Tap & Go et WeChat Pay.

### **Exportations françaises : les exportations françaises vers Hong Kong reculent de -4% en janvier et février**

Les exportations françaises vers Hong Kong reculent de -4% en glissement annuel en janvier et février 2021, avec un total de 593,5 M EUR. Les exportations françaises vers Hong Kong s'élevaient en janvier et février 2020 à 630,3 M EUR. Dans le détail, c'est le secteur de la maroquinerie et des articles de voyage qui participe le plus à cette contraction avec une baisse en valeur de -11% à 128 M EUR (contre 143,4 M EUR en janvier-février 2020). Le segment des parfums et produits de toilette voit lui ses exportations vers Hong Kong croître de +41% à 69,4 M EUR. Les exportations de vins français sont en hausse de +13% à 67,9 M EUR.

## **Marché de l'immobilier hongkongais : des tendances contrastées entre les segments de l'immobilier résidentiel, commercial et de bureaux en ce début d'année**

Le marché de l'immobilier résidentiel a fait preuve d'un fort dynamisme au cours des deux premiers mois de l'année, avec un volume de transactions en hausse de 71,5% en g.a en février. 6 125 lots ont été vendus dont 1553 sur le marché primaire (25% du volume) et 4572 sur le marché secondaire, après une hausse de 65,2% en g.a au mois de janvier, traditionnellement moins dynamique pour le marché immobilier (4 562 lots vendus dont 586 sur le marché primaire soit 13% et 3976 sur le marché secondaire). Ce dynamisme accru est visible sur le marché de l'ultra haut-de-gamme, avec pour exemple la vente d'un appartement qui serait d'après Knight Frank le plus cher jamais vendu en Asie. Les prix sont repartis à la hausse depuis le début de l'année avec un indice des prix à 384,5 en février 2021, contre 381 en janvier 2021 et 380,2 en décembre 2020, après avoir touché un point bas en février 2020 à 373,4.

L'immobilier commercial est en revanche pénalisé par les conditions de contrôle de l'épidémie imposées à Hong Kong et leur impact sur la consommation locale. Les marques de luxe, acteurs dominants sur le marché haut-de-gamme continuent ainsi à réduire leurs espaces occupés. Les prix moyen au m<sup>2</sup> sur le territoire de Hong Kong Island se sont ainsi contractés de 6,5% en février en glissement mensuel à 454 765 HKD/m<sup>2</sup>, en baisse de 16,3% par rapport à la moyenne des prix observés au dernier trimestre 2020. . Les loyers sont aussi en baisse, de 6,8% en février en glissement mensuel (1 128 HKD/m<sup>2</sup>) et de 16,7% par rapport au niveau observé au dernier trimestre 2020.

Le marché de l'immobilier de bureau a également chuté, avec une baisse des prix de 23% entre le premier trimestre 2021 et le troisième trimestre 2019.

### **Macao**

#### **Notation de crédit de Macao : Fitch revoit sa perspective d'évolution de la note de crédit AA de Macao, celle-ci passant de négative à stable**

L'agence de notation a revu à la hausse sa perspective pour la note de crédit attribuée aux obligations souveraines macanaises de long terme en devise locale (actuellement AA) le 15 avril, celle-ci étant désormais « stable ». Fitch a notamment motivé cette décision par "des finances publiques et extérieures exceptionnellement solides", ainsi que par la vision de l'agence de notation selon laquelle « la reprise attendue du tourisme de jeux qui soutiendra le profil de crédit du territoire après la chute brutale de l'activité et la récession qui l'a accompagnée l'année dernière ». Fitch a par la même occasion publié ses prévisions de croissance pour la R.A.S., avec une croissance attendue à 53% en 2021, après la contraction de 56

*Retour au sommaire ([ici](#))*



# Taiwan

## Commerce extérieur : les exportations battent un nouveau record au T1

[Selon le ministère des Finances](#), les exportations taiwanaises, [après avoir connu une croissance pour le neuvième mois consécutif](#) en mars, s'établissent à 97,9 Mds USD au cours du T1 2021, en hausse de 24,6% en glissement annuel, notamment vers la Chine (42 Mds USD, soit +35,5%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (16 Mds USD, +22,2%), les Etats-Unis (13,6 Mds USD, +24,1%), l'Europe (8,1 Mds USD, +14%) et le Japon (6,3 Mds USD, +7,1%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île, avec un montant de 37,4 Mds USD, soit une hausse de 28,4% par rapport au T1 2020; les autres secteurs de l'industrie taiwanaise progressent également, tels que les produits de télécommunication (13,2 Mds USD, +29,7%), les produits métallurgiques (7,5 Mds USD, +20%), les plastiques (6,8 Mds USD, +36,1%) et les machines (6,3 Mds USD, +24,5%). La Chine reste la première destination des exportations taiwanaises (près de 43% du total). Les importations qui représentent 83,5 Mds USD, augmentent de 21,1% par rapport à la même période de 2020 ; celles de produits électroniques (20,5 Mds USD, +32,1%), de machines et équipements (10,1 Mds USD, +23,8%), de produits chimiques (7,6 Mds USD, +15,6%) et de produits métallurgiques (5,8 Mds USD, +18,7%) progressent alors que les importations de produits minéraux (10,8 Mds USD, -2,1%) diminuent. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (22,1% du total, +35,5%), suivie du Japon (15,7%, +17,2%), des pays d'ASEAN (12,5%, +17,8%), de l'Europe (12,5%, +27,6%) et des Etats-Unis (10,6%, +0,4%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan progresse de 49,7% et atteint 14,3 Mds USD.

## Commerce bilatéral : le déficit commercial s'accroît au cours des deux premiers mois de 2021

[Selon les derniers chiffres des douanes françaises](#), le commerce de biens entre la France et Taïwan a atteint 761,9 M EUR au cours des deux premiers mois de 2021, soit une légère baisse de 0,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations françaises diminuent de 7,1% pour atteindre 241,9 M EUR, notamment en raison de la baisse importante du secteur « Composants et cartes électroniques » (13 M EUR, soit -63,3%). En dehors de ce secteur, les exportations progressent de 2,1%. Parmi les produits les plus demandés, les produits pharmaceutiques (22,4 M EUR, +13,6%), les boissons (21,9 M EUR, +32,8%), les cuirs, bagages et chaussures (19,9 M EUR, +22,8%) et les parfums, cosmétiques et produits d'entretien (16,9 M EUR, +6,9%), tout comme les avions et engins spatiaux (10,7 M EUR, +207%), progressent, alors que les produits chimiques divers, 1<sup>er</sup> poste d'exportation au cours de cette période, fléchissent de 2,4% à 25,6 M EUR. Les importations en provenance de Taïwan augmentent de 3,5% avec près de 520 M EUR, correspondant notamment aux achats de composants et cartes électroniques (123 M EUR, -1,2%), d'ordinateurs et d'équipements périphériques (78 M EUR, +46,5%) et de cycles et motocycles (49 M EUR, +3,4%). Au final, notre déficit commercial progresse de 14,9% pour s'établir à 278 M EUR.

## Fiscalité : le Yuan Législatif adopte un amendement pour lutter contre la spéculation immobilière

Le Yuan Législatif a adopté, le 9 avril, un amendement à la *loi sur l'impôt sur le revenu* qui consiste à [imposer les plus-values réalisées](#) sur des achats immobiliers de court terme : 45% sur une vente réalisée dans les 2 ans suivant l'achat du bien, 35% sur une transaction intervenue entre 2 et 5 ans et 20% entre 5 et 10 ans. Ce dispositif qui

entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet ciblera également de façon rétroactive les ventes intervenues [depuis 2016](#). Il inclura les personnes morales [afin d'empêcher la création d'entités](#) créées pour acheter des propriétés et se soustraire à l'impôt. Cet amendement fait suite aux mesures prises par la CBC, en décembre 2020, puis en mars dernier, [pour limiter le crédits immobilier, notamment aux entreprises](#). D'après les statistiques du MOF, [450 000 personnes seraient propriétaires de 3 logements et 88 000 de 6 à 30 propriétés](#). D'après un rapport du ministère de l'Intérieur, publié en décembre 2020, fin 2019, 900 000 logements étaient considérés comme inhabités, soit un peu plus de 10% du parc immobilier.

### **Biotech : nouveau succès pour le groupe pharmaceutique Medigen**

Medigen vient d'achever la phase 3 des essais cliniques de [son vaccin contre l'entérovirus 71](#), à Taïwan et au Vietnam, sur un peu plus de 3000 patients. Taïwan enregistre en moyenne une épidémie sévère de ce virus qui touche particulièrement les enfants de 2 à 4 ans. A cet égard, le groupe qui espère lancer son vaccin [en 2022](#), cible dans un premier temps le marché local (production de 1 M de doses par an), le Vietnam (3 à 5 M), les pays de l'ASEAN et la Chine. Par ailleurs, sur le développement du vaccin de la Covid-19, Medigen, en phase 2 des essais cliniques, espère obtenir des autorités taiwanaises [en juin](#) une autorisation de mise sur le marché.

### **TSMC : le fondateur taïwanais augmente son CAPEX à 30 Mds USD pour 2021**

Le chiffre d'affaires de TSMC [en mars](#) a atteint 129,1 Mds TWD (3,75 Mds EUR) soit une augmentation de 21,2% par rapport au mois précédent et de 13,7% par rapport à mars 2020. Ses revenus au T1 ont atteint 362,4 Mds TWD (10,5 Mds EUR) soit une hausse de 16,7% en glissement annuel. Le CA attendu pour le T2 devrait se situer entre 12,9 et 13,2 Mds USD avec des marges brute et opérationnelle situées respectivement entre 49,5% - 51,5% et 38,5% - 40,5%. Compte tenu de la forte hausse de la demande mondiale TSMC a décidé de porter son [CAPEX à 30 Mds USD](#), en 2021, et 100 Mds USD au cours des 3 prochaines années. Ces investissements visent notamment à développer les capacités de production des 7 et 5 nm et à mettre au point le 3 nm. Les semi-conducteurs de 5 nm ont représenté 14% de ses ventes au T1 contre 20% au T4 2020. En revanche, la part du 7 nm dans le CA est passé de 29% à 35% sur la même période. Les technologies avancées (7 nm et en dessous) ont représenté 49% de l'activité de TSMC au premier trimestre 2021. Les revenus générés par les secteurs de l'IOT, de l'automobile et de l'électroniques grand public ont représenté respectivement 9%, 4% et 4% de ses revenus au T1 2021. Les ventes au secteur automobile ont augmenté de 31% par rapport au T4 2020. L'Amérique du Nord a représenté 67% du CA de TSMC au cours des trois premiers mois 2021. En revanche, la part de la Chine a diminué de 22% au T1 2020 à 6% au T1 2021. Par ailleurs, [TSMC a participé le 12 avril au sommet virtuel sur la pénurie de semi-conducteurs](#), organisé par la Maison Blanche. La direction du groupe a rappelé dans un communiqué de presse que son investissement de 12 Mds USD dans une usine de 5 nm à Phoenix serait un des plus importants investissements étrangers aux USA au cours des prochaines années.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Mongolie

## FMI : révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie mongole à 5% sur l'année 2021

Le Fonds monétaire international (FMI) [a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mongole à 5% sur l'année de 2021](#), soit un point de pourcentage de moins comparé à ses dernières prévisions d'octobre 2020. Le FMI a rehaussé ses perspectives de croissance pour l'économie mondiale à 6%, en augmentation de 0,5 point de pourcentage, cette dernière s'étant contractée de 3,3% en 2020. Selon le FMI, les pays les moins touchés par la pandémie sont les plus susceptibles de bénéficier de la croissance économique, à l'inverse les pays à faible revenu risquent d'être plus durement touchés.

## Investissements étrangers : un volume global d'IDE de 1,4 Md USD sur l'année 2021 envisagé par la Banque de Mongolie

La Banque de Mongolie a indiqué que les [investissements directs à l'étranger \(IDE\) s'élevaient à 99,5 MUSD en février](#), en diminution comparé au mois précédent mais en augmentation par rapport à l'année précédente. Un total de 199,8 MUSD a été investi en Mongolie sur les deux premiers mois de l'année 2021. La cote de crédit de la Mongolie a été rehaussée en mars 2021 à B3, et les perspectives de négatives à stables, par l'agence de notation Moody's qui envisage une stabilisation de la reprise de l'économie mongole malgré l'impact de la pandémie COVID19. Les revenus des exportations minières de Mongolie devraient augmenter, portés par la reprise de la croissance chinoise. La Banque de Mongolie estime que le volume global d'IDE atteindra 1,4 milliard USD sur l'année 2021.

## Dettes : remboursement final des obligations Mazaalai

Le gouvernement de Mongolie a annoncé le [6 avril 2021 avoir payé les 132,6 MUSD restants \(sur 500 MUSD\) pour le remboursement des obligations Mazaalai](#) ainsi que les 60 MUSD restants (sur 250 MUSD), [empruntés au Crédit Suisse en 2016](#). L'endettement de l'Etat mongol de 500 MUSD avait été négocié sur les marchés financiers internationaux en 2016 pour durée de 5 ans à un taux d'intérêt annuel de 10,875%. Le gouvernement de la Mongolie a pris des mesures visant à restructurer la dette publique en septembre 2020, à travers l'émission de bons «Nomad», à un taux d'intérêt annuel de 5,125%, permettant à l'Etat de rembourser ses échéances de dette sans apposer une trop lourde pression sur ses finances publiques. Le ministère des Finances fournit régulièrement des informations sur les conditions sociales et économiques de Mongolie aux investisseurs étrangers et organise plusieurs réunions annuelles avec ces derniers et les banques d'investissement étrangères. La confiance des investisseurs en la Mongolie s'est renforcée ces dernières années, contribuant à la réduction des taux d'intérêt sur les obligations d'Etat. Le gouvernement de Mongolie envisage de resserrer ses politiques macroéconomiques et fiscales à court et moyen terme, d'accélérer sa politique de gestion de la dette, et d'améliorer les perspectives macroéconomiques afin de renforcer davantage la confiance des investisseurs et de bénéficier de meilleurs conditions d'endettement sur les marchés financiers.

## **Impact de l'épidémie sur la situation économique : le contrôle de l'épidémie et la politique de vaccination comme facteurs déterminants de la reprise économique.**

La Banque de Mongolie prévoit que l'inflation, qui a atteint 2,6% à l'échelle nationale et 2% à Oulan-Bator en février 2021, [devrait s'accélérer en raison des facteurs externes affectant l'offre et la demande](#), couplés à l'augmentation des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Alors que les prix de la viande (principal aliment) ont augmenté davantage que prévu en février 2021, les tendances inflationnistes devraient rester faibles jusqu'à la fin du premier trimestre en raison du subventionnement à hauteur de 75% du prix des briquettes de charbon (moyen principal de chauffage pour la majorité de la population de la capitale).

Toutefois, les prévisions de la Banque centrale envisagent une poussée inflationniste dès le deuxième trimestre 2021, d'une part en raison de l'impact de la montée des prix du carburant sur les produits de consommation et d'autre part à cause de la fin du programme de subventionnement des briquettes de charbon, le 1er avril. L'inflation devrait progressivement augmenter à mesure que les activités économiques reprennent leur cours, notamment grâce aux politiques de soutien à l'économie mises en œuvre par le gouvernement et à l'accélération de la politique de vaccination. Toutefois, cette dernière devrait rester dans la fourchette cible de la Banque centrale (6% de  $\pm$  2%) en 2021, à condition qu'aucune sérieuse fluctuation des prix des fournisseurs n'intervienne. Selon la Banque de Mongolie, la croissance du PIB devrait atteindre 6,1% en 2021. Le secteur minier doit contribuer à cette reprise, avec une croissance de 16% envisagée, tandis que l'impact négatif de la pandémie sur les secteurs non-miniers sera plus élevé que prévu. Les perspectives semblent positives, alors que l'économie mongole a connu en 2020 la pire contraction depuis la transition du pays vers l'économie de marché dans les années 1990 (-5,3%). La reprise économique devrait permettre à la Mongolie de retrouver un niveau pré-pandémie à la fin de l'année 2021.

La résurgence des cas de Covid-19 à Oulan-Bator a amené le gouvernement à imposer un confinement strict entre les 11 et 23 février, puis un second entre le 10 et le 25 avril, impactant le potentiel de croissance de l'économie au premier trimestre de l'année. Le secteur minier devrait toutefois croître en 2021, dans la mesure où il n'existe pour le moment pas de foyers épidémiques majeurs dans les zones frontalières, ce qui permet aux volumes d'exportation de rester stables. Toutefois les restrictions de passage de la frontière imposées par la Chine auront un impact si elles se prolongent. La Banque centrale conclut que la reprise économique dépendra avant tout de la manière dont la propagation de la pandémie de Covid-19 sera gérée par les autorités et du bon fonctionnement de la politique de vaccination.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : [florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr](mailto:florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr)